



HAL
open science

Moissonner le champ scientifique : l'emprise des firmes multinationales de l'agrochimie sur la recherche académique roumaine

Antoine Roger

► To cite this version:

Antoine Roger. Moissonner le champ scientifique : l'emprise des firmes multinationales de l'agrochimie sur la recherche académique roumaine. *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 2013, 7 (3), pp.717-745. <10.3917/rac.020.0717>. <halshs-00878181v2>

HAL Id: halshs-00878181

<https://shs.hal.science/halshs-00878181v2>

Submitted on 3 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License



Moissonner le champ scientifique

L'emprise des firmes multinationales de l'agrochimie sur la recherche académique roumaine

Harvesting the scientific field. How agrochemical multinational companies get a grip on romanian academic research

La cosecha del campo científico. El dominio de las empresas multinacionales sobre la investigación académica de Rumanía

Antoine Roger



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/4585>

DOI : 10.3917/rac.020.0717

ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Ce document vous est offert par Institut d'études politiques de Bordeaux



Référence électronique

Antoine Roger, « Moissonner le champ scientifique », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 7-3 | 2013, mis en ligne le 01 septembre 2013, consulté le 03 juillet 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rac/4585> ; DOI : <https://doi.org/10.3917/rac.020.0717>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Moissonner le champ scientifique

L'emprise des firmes multinationales de l'agrochimie sur la recherche académique roumaine

Harvesting the scientific field. How agrochemical multinational companies get a grip on romanian academic research

La cosecha del campo científico. El dominio de las empresas multinacionales sobre la investigación académica de Rumanía

Antoine Roger

- 1 L'agronomie roumaine fournit un bon observatoire à qui souhaite caractériser l'évolution des relations établies entre recherche publique et entreprises privées d'une part et entre espaces académiques nationaux et réseaux internationaux d'autre part. Structurée et consolidée dans l'entre-deux-guerres, elle connaît un grand développement sous le régime communiste. Son sort est alors lié à celui des deux modèles d'agriculture collective. Formées dès 1945 avec les terres des grands propriétaires fonciers qui possédaient plus de 50 hectares, les *entreprises agricoles d'État* (*Intreprinderi Agricole de Stat*) sont soumises au même régime de planification que les entreprises industrielles. À partir de 1949, les petits paysans qui possèdent moins de 5 hectares sont quant à eux contraints d'intégrer des *coopératives agricoles de production* (*Cooperative Agricole de Productie*) : en échange du travail sur les terres collectives, ils peuvent exploiter librement des lopins individuels. L'agronomie est considérée comme un support scientifique pour chacune de ces structures. Chargée d'œuvrer à la rationalisation des cultures et à l'augmentation des rendements, elle bénéficie d'importants soutiens budgétaires et jouit d'un grand prestige social. Le changement de régime produit ensuite des effets majeurs. À partir de 1990, la recherche agronomique n'obtient plus guère de financements publics. L'agriculture collective est par ailleurs démantelée. La loi 18/1991 permet aux anciens coopérateurs de devenir propriétaires de leurs lopins. Les entreprises agricoles d'État sont transformées en sociétés commerciales à participation publique majoritaire puis privatisées dans les années 2000. Les entrepreneurs qui s'en portent acquéreurs peuvent constituer d'immenses exploitations. La structure agraire est très polarisée en conséquence. Selon

le recensement général agricole de 2010, la surface agricole utile couvre 13,3 millions d'ha. Le nombre de propriétés s'élève à 3,9 millions, soit une surface moyenne de 3,4 hectares¹. Plus de 3 millions de fermes occupent moins d'un hectare (RGA, 2011). Principalement tournées vers l'autoconsommation, elles coexistent avec de très grandes unités tournées vers l'exportation – la plus importante cultive près de 65 000 ha – dont les responsables figurent parmi les principales fortunes du pays (Roger, 2013). Ce contexte suscite l'intérêt de l'industrie agrochimique. Les firmes multinationales engagées dans le secteur attendent la disparition des petites exploitations familiales (dont les propriétaires impécunieux ne peuvent se procurer leurs produits et se passent souvent de tout intrant) au bénéfice des grandes fermes (gérées quant à elles par des entrepreneurs solvables, soucieux d'augmenter leurs rendements). Elles financent des recherches agronomiques tout entières tournées vers l'agriculture intensive. Les études qu'elles commandent contribuent symétriquement à ranger les micropropriétés dans la catégorie des formes économiques rétrogrades. Elles disqualifient préventivement toute démarche qui consisterait à les valoriser par d'autres modes d'organisation (circuits courts ; certification biologique, etc.). Pour autant, l'évolution observée ne saurait être réduite à un glissement mécanique des recherches, provoqué par l'apparition de nouvelles sources de financement. L'emprise de l'industrie agrochimique doit être expliquée par des logiques d'intéressement plus complexes. Elle s'emboîte dans des luttes internes et recoupe des enjeux proprement académiques. Pour bien l'appréhender, il importe de prendre en compte les trajectoires suivies sous le régime communiste et après son effondrement.

- 2 Au prix d'un examen critique et de quelques amendements, la sociologie des sciences développée par Pierre Bourdieu permet de travailler en ce sens (Albert et Kleinman, 2011). La première démarche consiste à caractériser un « champ scientifique » défini comme « le lieu (c'est-à-dire l'espace de jeu) d'une lutte de concurrence qui a pour enjeu spécifique le monopole de l'autorité scientifique inséparablement définie comme capacité technique et comme pouvoir social, ou si l'on préfère, le monopole de la compétence scientifique, entendue au sens de capacité de parler et d'agir légitimement (c'est-à-dire de manière autorisée et avec autorité) en matière de science, qui est socialement reconnue à un agent déterminé » (Bourdieu, 1976, p. 89). Dans le champ ainsi constitué, les agents dominants sont les chercheurs qui instaurent « en mesure de toute pratique scientifique l'étalon le plus favorable à leurs capacités personnelles et institutionnelles » (Bourdieu, 1976, p. 90). Les structures de l'échange scientifique peuvent être identifiées avec précision, dans la mesure où il existe « une homologie à peu près parfaite entre l'espace des prises de position, conçu comme espace de formes, de styles, de modes d'expression autant que de contenus exprimés, et l'espace des positions occupées par leurs auteurs dans le champ de production » (Bourdieu, 1984, pp. 296-297)². Pour bien saisir la portée de ces principes de structuration, deux questions articulées doivent encore être prises en compte. Dans quelle mesure le champ scientifique est-il autonome ? Son autonomie est-elle conditionnée par son degré d'internationalisation ?
- 3 L'autonomie du champ scientifique est assurée lorsque la hiérarchie des chercheurs est appuyée sur des évaluations internes et non sur des jugements extérieurs – autrement dit lorsque les positions les plus élevées sont occupées par ceux qui ont à leur actif des innovations ou des découvertes significatives et non par ceux dont la production répond à une demande institutionnelle (Bourdieu, 2001, p. 101). Il s'agit ainsi de

distinguer le « capital scientifique » du « capital temporel ». Le premier consiste en une reconnaissance par les pairs, appuyée sur la seule originalité des travaux publiés. Le second est obtenu par l'exercice de responsabilités dans des commissions ou des organismes qui contrôlent l'accès aux postes et aux crédits (Bourdieu 2001, p. 114). Lorsque le champ tend à l'autonomie, un cumul est observé ; les plus gros détenteurs de capital scientifique occupent les positions de pouvoir. Lorsqu'une discipline présente un fort degré d'hétéronomie, le capital temporel peut être obtenu sans lien avec une recherche innovante, en appui sur des autorités extérieures qui font valoir leur définition de la science « utile » (Mallard et Paradeise, 2008, p. 4 ; Kim, 2009).

- 4 Selon Pierre Bourdieu, l'internationalisation des échanges scientifiques facilite la réalisation du premier scénario. Les supports du capital temporel « sont plutôt nationaux, c'est-à-dire liés aux institutions nationales, notamment à celles qui régissent la reproduction du corps des savants – comme les Académies, les comités, les commissions, etc. – tandis que le capital scientifique est plutôt international » (Bourdieu, 2001, pp. 113-114). L'élargissement d'un champ scientifique à l'échelle internationale doit l'affranchir des « pouvoirs temporels nationaux » (Bourdieu, 2001, pp. 149-150 ; voir aussi : 1995, p. 8). Cette hypothèse ne résiste cependant pas à l'examen. Des chercheurs investissent les espaces académiques formés au-delà des frontières nationales dans le seul but de renforcer leurs positions institutionnelles internes (Gingras, 2002, p. 45 ; Shinn, 2002, pp. 29-30). Il arrive par ailleurs que des organisations internationales ou des entreprises multinationales pèsent sur les orientations d'un champ scientifique élargi et contribuent à la construction de nouvelles formes de pouvoir temporel (Tanaka, Juska et Busch, 1999 ; Kleinman, 2003 ; Kleinman et Vallas, 2008 ; Mirowski et Sent, 2008 ; Cooper, 2009).
- 5 L'agronomie peut être étudiée à travers ce prisme. Dans un premier mouvement, elle répond à des demandes pratiques isolées. La prétention à l'autonomie est exprimée ultérieurement. Adossée à « la constitution des discours sur l'agriculture comme science », elle est « le résultat d'une sorte de revendication collective de la part des agronomes qui souhaitent s'affranchir des pressions locales et obtenir une forme de reconnaissance sociale » (Fabiani, 1986, pp. 84-85). Un « modèle académique » est alors forgé qui permet de revendiquer un contrôle des chercheurs sur les orientations thématiques de leurs travaux. Il est toutefois exposé aux pressions des pouvoirs publics lorsque des politiques de modernisation agricole sont mises en œuvre (Aggeri et Hatchuel, 2003). La forme prise par l'internationalisation du champ redouble les difficultés : à partir des années 1980, la recherche agronomique est dominée par les grandes firmes multinationales (Bonneuil et Thomas, 2009, p. 12). Des laboratoires privés nouent des partenariats avec les institutions académiques. Dans l'Union européenne, les entreprises agrochimiques contrôlent en partie la composition des comités scientifiques qui fixent les thématiques prioritaires et aiguillent les financements publics (Vanloqueren et Baret, 2009, p. 976).
- 6 Le terrain roumain donne à voir ces tendances avec une particulière netteté. L'effondrement du régime communiste et la mise en place de nouvelles structures de recherche produisent un effet de loupe. Des enquêtes réalisées entre 2007 et 2012 nous ont ainsi permis de saisir les articulations entre les structures du champ national de l'agronomie et le déploiement des firmes multinationales. Quatre corpus complémentaires ont été mobilisés. Une recherche documentaire a été menée en premier lieu ; elle a porté sur les organigrammes, la documentation institutionnelle, les

contrats de recherche et les rapports d'évaluation de 12 stations agronomiques et des Universités de sciences agricoles de Bucarest, Iasi, Cluj Napoca et Timisoara depuis 2000. Au cours de l'année 2010, nous avons en deuxième lieu recueilli les *curricula* des chercheurs et enseignants-chercheurs statutaires employés par les établissements précités, des diplômés d'agronomie à la recherche d'emploi³, des agronomes salariés par les principales entreprises multinationales de l'agrochimie installées en Roumanie. Nous avons en troisième lieu dépouillé les publications scientifiques dans lesquelles les agronomes roumains diffusent leurs résultats⁴ et les revues professionnelles à destination des agriculteurs⁵. En 2010 et 2011, 13 entretiens semi-directifs ont en dernier lieu été réalisés avec des chercheurs en agronomie. 6 entretiens avec des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont permis d'obtenir des informations complémentaires. Les données empiriques ainsi recueillies ont été combinées au moyen de la méthode mise au point par Mathieu Albert, dans le but de mettre au jour la « structure des relations de pouvoir dans le champ ». Les principes de classement retenus dans les *curricula* nous ont amené à identifier des positions nettement différenciées (bourses, participation à des projets, postes successivement occupés, etc.). Le dépouillement des revues scientifiques spécialisées et de la presse professionnelle nous a permis de corrélérer ces caractéristiques aux orientations thématiques retenues et de préciser les relations établies entre les chercheurs et d'autres agents (entreprises de l'agrochimie ; administration nationale ; syndicats agricoles). Les entretiens ont servi à repérer les déclinaisons pratiques des principes de division et les modèles de légitimation qui prévalent dans le champ étudié (Albert, 2003, p. 151)⁶.

- 7 Sur cette base, un rapport de force entre l'Académie des sciences agricoles et l'Université peut être mis au jour. La première a été placée au cœur du dispositif de recherche sous le régime communiste, en appui sur un puissant réseau de stations agronomiques. Maintenue après 1990 et toujours introduite dans les groupes de travail constitués par le ministère de l'Agriculture, elle est privée de tout financement public récurrent et ne peut plus mener des recherches de pointe ni attirer de nouveaux cadres scientifiques. L'Université a quant à elle été tenue à l'écart de la recherche. À défaut de pouvoir compter sur de puissants relais politiques et administratifs à l'échelle nationale, elle bénéficie désormais du fait que son organisation est ajustée aux standards européens et au fonctionnement des réseaux scientifiques internationaux. Les positions ainsi caractérisées permettent d'analyser l'espace des prises de positions et de comprendre la façon dont chaque institution scientifique cherche à valoriser ses propres atouts au détriment de sa concurrente. En offrant des ressources compensatoires à l'une et à l'autre, les entreprises agrochimiques renforcent leur emprise : la structure des luttes académiques leur permet de contrôler l'orientation des recherches sans avoir à développer une stratégie élaborée.

L'espace structuré des luttes académiques

- 8 Dans le prolongement de dispositifs institutionnels plus anciens, le régime communiste roumain a organisé un puissant réseau de stations de recherche agronomique. Placés sous l'autorité de l'Académie des sciences agricoles, les chercheurs chargés d'en assurer le fonctionnement bénéficient longtemps d'importants moyens. Après 1990, ils perdent leurs appuis institutionnels et peinent à poursuivre leurs activités. Leur situation est

d'autant plus critique que des universitaires jusqu'alors marginalisés cherchent à les disqualifier en soulignant leur faible « internationalisation » – c'est-à-dire leur incapacité à pénétrer les espaces académiques anglophones.

Grandeur et décadence des stations de recherche agronomique

- 9 Le socle institutionnel de la recherche agronomique roumaine est le produit d'une histoire amorcée dans l'entre-deux-guerres. En 1927, le ministre de l'Agriculture Constantin Garoflid prend une première initiative. Il faut selon lui admettre que « dans l'agriculture, seule la recherche locale peut apporter une solution juste. Un procédé industriel peut bien s'appliquer n'importe où avec un plein succès. Un moteur fonctionne de la même façon dans différents pays : cette création de l'esprit humain peut être empruntée avec succès à un autre pays. Dans l'agriculture, en revanche, la plante, l'animal, les techniques de culture doivent être adaptées aux régions et aux pays considérés, à leurs conditions climatiques spécifiques, à leur sol et à leurs structures sociales. [...] Bien sûr les données scientifiques générales et les techniques des autres pays sont à notre disposition. Mais leur validité pour notre situation particulière est limitée » (cité par Hera, 2007, pp. 92-93)⁷. Fort de ce diagnostic, le ministre charge l'agronome Gheorghe Ionescu-Sisesti de concevoir un dispositif de recherche inspiré des modèles d'organisation observés en France, en Angleterre et en Allemagne. L'Institut de Recherche Agronomique de Roumanie (*Institutul de Cercetari Agronomice al României* – ICAR) est ainsi créé. Il est conçu comme une fédération : 14 « sections » y sont réunies, chacune représentant une branche de l'agriculture ou une discipline des sciences agricoles ; 21 « stations de recherche » sont par ailleurs réparties sur l'ensemble du territoire, de façon à tenir compte des particularités locales. Le ministère donne la consigne de mettre les recherches au service des « petits agriculteurs » et de privilégier l'amélioration des rendements. La solution consiste à organiser la distribution de semences sélectionnées et de plants de qualité supérieure ; un travail pédagogique est parallèlement livré pour sensibiliser les agriculteurs à la prévention des maladies qui nuisent régulièrement à la qualité des récoltes (Hera, 2007, p. 98). L'Académie d'Agriculture de Roumanie est créée en 1941 dans le but de couronner cette entreprise. Les chercheurs qui ont œuvré le plus efficacement dans le sens attendu se voient reconnaître le statut d'académicien et peuvent publier dans une revue spécialisée (*Buletinul Academiei*). Dès 1944, la nouvelle institution est dissoute par un gouvernement de coalition. L'ICAR est quant à lui maintenu en place. Le régime communiste instauré en 1948 proroge son existence, avant de lui substituer en 1962 l'Institut central de recherche agricole (*Institutul central de cercetari agricole*), lui-même remplacé en 1969 – après l'arrivée au pouvoir de Nicolae Ceauscescu – par l'Académie des Sciences Agricoles et Sylvicoles (*Academia de Stiinte Agricole si Silvice* – ASAS). Cette structure est directement subordonnée au pouvoir politique et ses membres sont nommés par le Parti communiste roumain. En 1970, 12 Instituts de recherche spécialisés (*Institute de cercetare de profil*) lui sont adjoints, dotés chacun de leur propre réseau de stations expérimentales (112 unités sont formées qui couvrent dans leur ensemble 182 000 hectares). Le régime communiste roumain se distingue alors par une forte valorisation de la recherche appliquée, mise au service d'un objectif d'indépendance économique (Balazs, 1995, p. 680 ; Balazs, Faulkner et Schimank, 1995, p. 617). Dans les stations, une division fonctionnelle est établie entre un « secteur de recherche » (*sectorul de cercetare*) et un « secteur de développement » (*sectorul de*

dezvoltare). Le second permet de vérifier dans des conditions réelles de production les « résultats scientifiques fondamentaux » obtenus dans le premier. Il s'agit ainsi de « démontrer la viabilité et l'efficacité des expériences » pour assurer un transfert vers les « unités productives » (entreprises agricoles d'État et coopératives agricoles de production). Un double critère d'évaluation et d'étalonnage est retenu sur cette base : le prestige d'une unité repose sur ses productions scientifiques (création de nouvelles variétés, publications, brevets, etc.) mais aussi sur les rendements à l'hectare qu'elle obtient⁸. L'objectif affiché est d'œuvrer à la « modernisation » des méthodes de travail et au développement de l'agriculture intensive dans les coopératives agricoles de production et les entreprises agricoles d'État. L'augmentation de quantités récoltées doit assurer la sécurité alimentaire du pays, mais une limitation des intrants est dans le même temps attendue afin de réduire l'importation de matières premières. Les recherches sont donc orientées vers la biotechnologie et la génétique. Tout est mis en œuvre pour favoriser la création et l'amélioration de variétés « autochtones » adaptées aux contraintes pédologiques et climatiques locales.

- 10 Lorsque le régime communiste s'effondre, l'ASAS est maintenue en place, mais toutes les unités placées sous son contrôle sont contraintes de restituer à leurs anciens propriétaires des terres qui avaient été nationalisées par le régime communiste. La loi sur le fond foncier (*Legea fondului funciar* 18/1991) précise que les parcelles indispensables à la recherche ne peuvent faire l'objet d'une rétrocession. Une loi modificative (*Legea* 169/1997) inclut les stations de recherche dans le domaine public et les soustrait au champ d'application des mesures de restitution. Mais les arbitrages sont confiés à des commissions locales qui interprètent librement les textes. Les terres des stations agronomiques sont fréquemment accaparées au nom du « droit de compensation » (*drept de compensare*) : il arrive qu'un ancien propriétaire ou son héritier ne puisse récupérer le champ qu'il revendique au motif qu'un bâtiment public indestructible y a été construit ; une parcelle de valeur équivalente doit dans ce cas lui être attribuée, sans que les modalités qui permettent de la localiser soient établies avec précision. Dans nombre de cas, les administrés qui déposent une demande de restitution ne sont pas en mesure de produire un ancien titre de propriété ni la moindre preuve à l'appui de leurs prétentions (*documente de certificare*). Les responsables des stations peuvent alors dénoncer des « rétrocessions abusives » (*retrocedarile abuzive*) et porter les litiges devant la justice. Faute de pouvoir s'attacher les services des avocats les plus efficaces, ils perdent tous les procès dans lesquels ils sont engagés. Des unités de recherche sont entièrement démantelées de la sorte. Celles qui restent en activité perdent une grande partie de la surface dont elles disposaient et doivent souvent fusionner. En 1990, 121 unités se partageaient 160 000 ha. En 2002, la loi n° 290 ramène leur nombre à 67 – en prenant acte d'une réduction du patrimoine foncier à 59 000 hectares. En 2010, 62 stations fonctionnent encore ; mais elles doivent se contenter de 35 600 ha.
- 11 Dépossédées de nombreuses terres, les stations sont par ailleurs privées de financements publics. À partir de 1990, l'État cesse d'alimenter leur budget et d'assurer le traitement de leurs salariés. En 2004, une résolution gouvernementale (HG 2113/2004) officialise ce nouveau régime en définissant les composantes de l'ASAS comme des « institutions publiques non financées par le budget de l'État » (*Institutie publica de stat cu finantare extrabugetara*). Les terres et les bâtiments utilisés appartiennent au domaine public et ne peuvent être vendus ou loués mais aucun crédit

n'est accordé pour les exploiter ou les entretenir et les stations sont tenues d'assurer leur « autofinancement ». Les « fonds propres » peuvent être obtenus par des activités commerciales. Des *royalties* sont perçues sur les créations variétales brevetées. La vente directe de semences et de plants offre quelques recettes complémentaires. Les stations vitivinicoles qui disposent d'une unité d'embouteillage (celles de Blaj et d'Odobesti par exemple) commercialisent également leurs propres crus, en nouant des partenariats avec des entreprises de distribution. La réduction continue des surfaces affectées à l'ASAS limite toutefois ces possibilités. Les unités disposent par ailleurs d'un personnel insuffisant et peinent à entretenir le matériel dont elles disposent. Elles manquent enfin de moyens pour assurer la promotion de leurs produits et concurrencer efficacement les entreprises privées engagées dans les mêmes activités.

- 12 Les chercheurs des stations peuvent assurer leurs revenus et obtenir un financement de leurs activités pendant deux ou trois ans en répondant aux appels d'offres lancés par le gouvernement à partir de 1990 (ORIZONT 2000, RELANSIN). En 2006, le ministère de l'Agriculture ouvre par ailleurs un « programme sectoriel » de quatre ans qui permet d'obtenir de nouveaux contrats (AGRAL). Le dispositif est complété à partir de 2007 par les financements « Recherche d'excellence » (*Cercetare de Excelenta* – CEEX) que verse l'Autorité nationale de la recherche scientifique (*Autoritatea Nationala de Cercetare Stiintifica* – ANCS). Les projets sélectionnés s'inscrivent dans une des thématiques prioritaires pluriannuelles fixées par le ministère de la Recherche. Lorsque l'État doit procéder à des coupes budgétaires, le montant des contrats est néanmoins réévalué de façon rétroactive. Une équipe peut perdre jusqu'à 70 % de la somme initialement annoncée et se trouver dans l'impossibilité d'honorer les factures des fournisseurs sollicités au début de la recherche⁹.
- 13 La situation du personnel des stations entretient un cercle vicieux : le « fond de salaire » (*fondul de salarii*) alimenté par les contrats est peu volumineux et les versements qu'il autorise sont incertains. Les chercheurs qui le peuvent s'exhilent ou obtiennent un emploi mieux rémunéré dans la recherche privée, prise en charge par les entreprises agrochimiques. Ceux qui partent à la retraite ne trouvent pas de successeurs. Le nombre total de salariés employés dans les secteurs de recherche des stations chute ainsi de 2 250 à 650 entre 1990 et 2010. Faute de pouvoir retenir ou attirer les jeunes chercheurs les plus compétents, il est de plus en plus difficile de répondre avec succès aux appels d'offres ministériels – et de prétendre *a fortiori* à un financement européen. Un constat de blocage en est tiré.

Les stations sont des beaux instruments. Mais elles ont perdu tous leurs moyens. Je parle bien sûr du financement de la recherche. Mais on a aussi perdu l'homme, le chercheur. On ne trouve plus de chercheurs aujourd'hui. Ça s'explique par la mise en place d'un système concurrentiel. Pour mener des travaux de recherche, il faut répondre à des appels d'offres. Mais ça ne couvre plus les nécessités. Les salaires sont faibles dans la recherche. Mais le problème, ça n'est pas seulement le niveau des rémunérations. C'est aussi le mode de fonctionnement. Aujourd'hui, le chercheur est payé seulement dans le cadre de projets. Il n'a aucune certitude sur la suite. Les projets sont financés pour un an et demi, deux ans ou trois ans au maximum. Trois ans, c'est rare. Au-delà de cet horizon, on n'a pas de certitude. On ne peut pas programmer une carrière. Les chercheurs... ils n'ont aucune sécurité. Donc les jeunes que nous formons... ils préfèrent travailler dans le privé. (Un chercheur de l'ASAS, juillet 2010)

- 14 Les difficultés rencontrées par le personnel des stations de recherche agronomique sont d'autant plus significatives qu'elles marquent un contraste avec la position

prééminente occupée dans le passé. Abandonnées à leur sort pendant plusieurs années, privées d'une partie des terres qu'elles utilisaient et incapables de maintenir leur effectif, les unités de l'ASAS doivent également faire face à la concurrence de l'Université, désormais engagée dans la recherche en agronomie. Elles sont ainsi visées par une entreprise de disqualification qui attire l'attention sur leur faible insertion dans des réseaux internationaux.

L'internationalisation comme critère de distinction

- 15 Les Universités de Sciences Agricoles et de Médecine Vétérinaire (*Universitatii de Stiinta Agricole si Medicina Veterinara*) – USAMV) sont au nombre de quatre. Celle de Bucarest coordonne un réseau qui intègre les établissements de Iasi, Cluj Napoca, et Timisoara. Sous le régime communiste, une division du travail stricte a été observée – comme dans la plupart des démocraties populaires (Schimank, 1995, p. 638 ; Péteri, 2000, p. 276). L'ICAR puis l'ASAS ont exercé un monopole sur les activités de recherche. Les USAMV ont été tenues de se concentrer sur la formation des ingénieurs agronomes (*ingineri agronomi*) et des ingénieurs agricoles (*ingineri din profil agricol*)¹⁰. Après 1990, elles se prévalent de leur virginité et se posent en promotrices de la recherche « moderne » pour mieux stigmatiser la pratique scientifique « communiste » développée dans les stations agricoles. Leurs responsables se targuent par ailleurs d'une capacité à associer étroitement les activités de formation et de recherche, en accord avec les standards de l'UE : les USAMV intègrent les dispositifs de mobilité étudiante et les programmes scientifiques européens, en soulignant par contraste l'inadaptation de l'ASAS au nouveau contexte¹¹. Leurs membres sont également contactés par des collègues étrangers qui cherchent à construire des consortiums scientifiques internationaux et à répondre aux appels à projets européens lancés en 2007 sous l'acronyme AKIS (*Agriculture Knowledge and Innovation Systems*). Faute de cofinancement, les universitaires roumains ne peuvent finalement répondre aux sollicitations ni être intégrés aux dossiers de candidature déposés. Ils regrettent par ailleurs de ne pouvoir compter davantage sur les offres de financement nationales en raison des faveurs accordées selon eux aux chercheurs des stations agronomiques.
- 16 Les difficultés rencontrées ne tardent pas à produire un effet de polarisation. Bien qu'ils n'en tirent aucun appui matériel, les membres des USAMV se glorifient de leur reconnaissance internationale. Ils dénoncent par contraste « l'archaïsme » et la « fermeture » de l'ASAS. La charge prend une coloration générationnelle lorsqu'elle est portée par des chercheurs formés après la chute du régime communiste et insérés dans des espaces académiques anglophones. Principalement constituée de jeunes universitaires, l'association Ad Astra se pose ainsi en porte-parole des « chercheurs performants ». Elle prétend réunir des « hommes de science roumains de niveau international, enthousiastes et décidés à changer un système dysfonctionnel et de mauvaise qualité ». Ses responsables « militent avec énergie pour réformer la recherche roumaine et l'aligner sur les standards internationaux ». Ils réclament que l'Autorité nationale de la recherche scientifique soit composée de Roumains qui travaillent à l'étranger ou qui y ont séjourné dans le passé et qui ont pu développer de la sorte « une vision correcte de la recherche, alignée sur les réalités internationales ». Selon eux, les évaluateurs en place n'ont pas les compétences requises ; ils portent des jugements de complaisance sur les propositions déposées par des chercheurs l'ASAS, de façon à maintenir les stations sous « respiration artificielle ». Les projets qui affichent

un « niveau de performance international » s'en trouvent pénalisés (Ziare, 10 avril 2011). Les critères de l'internationalisation sont encore précisés, de façon à construire un *cursus honorum* scientifique et à disqualifier les titulaires qui n'en possèdent pas les attributs. Sont reconnus comme « chercheurs performants » ceux qui publient en anglais dans les « grandes revues étrangères spécialisées » (*marile reviste de profil din strainatate*). Une opposition est marquée avec les « pseudo-chercheurs » installés dans les instituts et les stations de l'ASAS, qui ont obtenu un doctorat « à la va-vite », rabaissé au rang de « simple formalité », en plagiant le plus souvent des études existantes. Les aînés désignés à la vindicte sont accusés de se livrer à une « activité scientifique virtuelle » et de tenir la Roumanie à l'écart de la « recherche réelle de niveau international » (Ziare, 2 février 2010). Le propos dépréciatif prend le caractère d'une litanie.

Les stations sont dans une situation assez difficile. Elles sont dirigées par des chercheurs âgés. Ces chercheurs ne comprennent pas la façon dont les choses évoluent. Ils ne comprennent pas le nouveau système. Les recherches qui sont menées là-bas sont d'un autre âge. L'Académie ne peut pas attirer les chercheurs les plus compétitifs. C'est beaucoup mieux à l'Université. Ici, chez nous, vous pouvez trouver des gens qui savent ce qu'ils font. (Un professeur de l'USAMV de Bucarest, août 2010)

Dans les stations, les chercheurs sont de la vieille génération. Ils ne comprennent pas bien la nouvelle situation. Il y a aussi des jeunes chercheurs, mais ils sont recrutés avec des contrats temporaires. Ça ne permet pas d'attirer les mieux formés. Les jeunes chercheurs des stations sont des passionnés mais, en général, ils n'ont pas les compétences. Il faut être passionné pour travailler dans ces conditions. Mais ça ne suffit pas à garantir les compétences. C'est vraiment un système qui est en état de survie, mais il n'est pas viable... je veux dire : si on se place seulement sur le plan scientifique. (Un professeur de l'USAMV de Bucarest, mars 2011)

Les appels à projet sont ciblés sur des thématiques. On sait très bien que si on retient la thématique X ou Y comme priorité, c'est pour attribuer le financement à une équipe. On choisit de financer une équipe, et ensuite on indique la priorité thématique qui lui convient, la priorité thématique qui va la rendre incontournable. Vous comprenez comment ça se passe, non ? Si on retient ce système de priorités thématiques, c'est pour favoriser les stations, c'est évident. C'est pour les sauver artificiellement, alors qu'elles ne sont plus pertinentes scientifiquement. C'est une logique politique et pas scientifique, vous voyez bien. Les priorités thématiques, ça n'est pas un bon système. La science ne peut pas avancer comme ça. La science, elle doit reposer sur la compétition intellectuelle libre. Ce qui est prioritaire, c'est ce qui est bon scientifiquement ; et ça, on peut le savoir seulement par la compétition intellectuelle. (Un professeur de l'USAMV de Iasi, mars 2011)

- 17 Sur un mode défensif, les responsables de l'ASAS s'efforcent de valoriser les trajectoires professionnelles autrefois imposées par le régime communiste. Ils tentent de raviver les anciennes figures de l'exemplarité qui mettaient l'accent sur les connexions avec le monde agricole et l'expérience accumulée au fil d'une longue ascension interne¹². Le chercheur posé en modèle est issu d'une famille rurale et a été formé dans un Lycée agricole avant d'être envoyé à l'Université pour obtenir un diplôme d'ingénieur. Affecté à une entreprise agricole d'État, il a exercé quelques années les fonctions de chef de ferme (*sef de ferma*) ou de chef de section (*sef de sectie*). Les rendements obtenus lui ont valu d'être transféré à la section de développement d'une station de l'ASAS. Des échanges réguliers avec les membres de la section de recherche l'ont aidé à préparer et à soutenir une thèse en agronomie. Le Docteur ingénieur (*Doctor inginer*) a ensuite gravi les échelons hiérarchiques au sein de la station (direction technique, direction

scientifique, direction générale). Un poste au siège central de l'ASAS a couronné sa carrière et lui a permis d'obtenir quelques autorisations pour des séjours de recherche à l'étranger, le plus souvent dans des « pays frères » (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Hongrie, Cuba, Égypte)¹³. Ces expériences n'autorisent pas à revendiquer un brevet d'internationalisation : elles ne pèsent guère face aux formations et aux diplômes qui attestent d'engagements plus récents dans des réseaux anglophones. Faute de pouvoir s'en réclamer, les cadres de l'ASAS cherchent plutôt à retourner le stigmate du provincialisme. Ils valorisent « l'autochtonie », proclament leur attachement à une science « au service des Roumains » et s'attachent à construire une hiérarchie dont le sommet est occupé par les « chercheurs utiles ». À leurs yeux, la valeur d'un scientifique doit être consacrée par les agriculteurs eux-mêmes – par contraste avec une « performance » autoproclamée.

- 18 Le directeur de l'Institut de recherche en pédologie et en agrochimie (*Institutul de Cercetari pentru Pedologie si Agrochimie*) en arrive ainsi à affirmer haut et fort que « le rôle des chercheurs n'est pas de travailler pour l'étranger ». L'injonction à publier dans des revues anglophones amène selon lui à « utiliser l'argent de l'État pour fournir des informations aux lecteurs étrangers ». L'échelle de valeurs établie pénalise les recherches « utiles ». « Les informations publiées pour le marché roumain sont faiblement cotées. Celles qui sont publiées à l'extérieur sont évaluées avec faveur. En conséquence, les contribuables roumains qui financent la recherche ne peuvent bénéficier directement des résultats obtenus ». Il importe de dénoncer « les chercheurs carriéristes qui ont pour obsession de publier quelque chose de retentissant en langue anglaise et ne se soucient pas de diffuser leur recherche auprès des producteurs roumains, les chercheurs qui ne jugent pas rentable de rédiger des publications techniques, des brochures, des articles dans la presse et qui publient pour leur CV personnel plutôt que pour les fermiers » (*Profitul Agricol*, n° 26, 6 juillet 2011). L'argumentaire développé sur ce mode permet de marquer une opposition entre deux modes de fonctionnement.

Autrefois, l'ASAS pilotait toutes les recherches. On avait une logique cumulative. C'était coordonné. Maintenant, il n'y a plus de pilotage global. L'Université a voulu prendre le dessus. Mais à l'Université, il y a surtout des carriéristes. À l'Université, on pense à la rentabilité à court terme et à ce qu'on pourra gagner individuellement, en termes de placement dans la hiérarchie. On n'a pas de vision globale. On ne pense pas à l'agriculture roumaine en tant que telle. (Un chercheur de l'ASAS, juillet 2010)

- 19 S'il a fortement évolué au cours des dernières décennies, l'espace dans lequel s'affrontent les agronomes roumains reste en somme très structuré. Il peut être appréhendé comme un champ dans la mesure où une correspondance y est observée entre les positions des chercheurs et leurs prises de position. Privés d'une grande partie des ressources dont ils disposaient sous le régime communiste, les animateurs des stations de recherche s'efforcent de conserver une position prééminente dans la hiérarchie académique. Ils sont concurrencés par des universitaires qui affichent de nouvelles prétentions scientifiques et peuvent se targuer d'une meilleure insertion dans les réseaux anglophones. La lutte de classement qui s'engage sur cette base prend une forme très lisible. Chacun cherche à démonétiser les atouts de son adversaire et à faire reconnaître la valeur supérieure de ceux dont il dispose lui-même. Les agronomes salariés par l'Université prétendent se conformer aux critères de « performance » qui prévalent à l'étranger et stigmatisent le provincialisme des travaux engagés sur

d'autres bases. Les chercheurs des stations mettent en avant l'adéquation de leurs démarches aux besoins des agriculteurs roumains pour mieux dénoncer une internationalisation aveugle aux réalités locales. La polarisation repose à la fois sur un procédé d'auto-qualification (les chercheurs se proclament respectivement « performants » et « utiles ») et sur une entreprise de disqualification (les collègues pointés du doigt sont présentés comme des « pseudo-chercheurs » dans un cas et comme des « carriéristes » dans l'autre). Pour autant, il ne saurait être question de conclure à une articulation entre internationalisation et autonomisation du champ – de considérer que les universitaires poussent dans ces deux directions d'un même mouvement, en luttant contre des chercheurs qui leur opposent une résistance uniforme. Les entreprises multinationales formées dans le secteur de l'industrie agrochimique font obstacle à un scénario aussi linéaire. Elles tirent parti de la structure de l'affrontement et la consolident dans le même temps en se positionnant sur les différents registres valorisés : les recherches qu'elles sollicitent sont tout à la fois insérées dans des espaces anglophones et guidées par des considérations pratiques.

L'action structurante de l'industrie agrochimique

- 20 Les entreprises multinationales qui dominent l'industrie agrochimique anticipent une restructuration de l'agriculture roumaine et y voient la promesse d'importants débouchés. Elles s'implantent d'autant plus facilement que leur structure est ajustée à celle des luttes académiques internes. La recherche qu'elles promeuvent est déployée à l'échelle planétaire et affiche tous les signes de l'internationalisation. Elle est dans le même temps tournée vers un objectif d'augmentation des rendements. Les universitaires y trouvent des sources de financement parallèles aux appels à projet nationaux dont ils contestent l'équité, sans avoir à tourner le dos aux critères de « performance » qu'ils valorisent. Ils acceptent en contrepartie que leurs recherches soient orientées par des enjeux industriels et qu'elles servent à légitimer les formes d'organisation économique attendues par leurs créanciers. Les animateurs des stations de recherche agronomique obtiennent eux aussi des soutiens compensatoires. En s'alliant aux entreprises multinationales, ils peuvent compter sur des revenus réguliers et afficher un ancrage maintenu dans la recherche « utile ». Ils offrent en échange leur appui institutionnel et garantissent un accès aux organismes chargés d'homologuer les nouveaux produits destinés à la commercialisation.

Des entreprises multinationales attachées à orienter la recherche

- 21 L'agriculture roumaine constitue une cible de choix pour l'industrie agrochimique. En 2008, l'utilisation de produits phytosanitaires n'y dépasse pas 2 kg par hectare en moyenne, contre 12 kg par hectare dans l'ensemble de l'UE. Ce décalage offre une importante marge de développement. Il trouve à s'expliquer par la structure agraire formée après la chute du régime communiste¹⁴. Les petits propriétaires privilégient la polyculture familiale et utilisent très peu d'intrants. Le développement des semences commerciales se heurte au même obstacle. À l'échelle nationale, 2,3 millions d'hectares sont consacrés à la culture du tournesol et 2 millions à celle du maïs ; 800 000 hectares seulement sont semés d'hybrides dans le premier cas et moins de 200 000 dans le second (FAOSTAT 2007).

- 22 Du point de vue des entreprises agrochimiques qui s'implantent en Roumanie, les terres des petits exploitants forment un potentiel inexploité. Elles couvrent dans leur ensemble une large surface qui pourrait revenir aux grandes exploitations et offrir un débouché à leurs produits communs, mais aussi permettre la culture à grande échelle d'organismes génétiquement modifiés (OGM)¹⁵. Une diminution du nombre d'agriculteurs et un regroupement des terres sont préconisés en conséquence. La recherche agronomique roumaine est elle-même sommée de contribuer à une éradication de l'« agriculture non compétitive » (*agricultura necompetitiva*) et au développement de l'« agriculture performante » (*agricultura de performanta*).
- 23 Trois firmes – Monsanto, Pioneer Hi-Bred et BASF – occupent une position centrale dans ce schéma, tant par l'importance de leurs investissements en Roumanie que par leur rôle prescripteur. Des accords de distribution et des partenariats avec d'autres entreprises leur permettent de proposer des formules intégrées qui associent une semence hybride à un produit phytosanitaire adapté.
- Le groupe américain Monsanto a installé une « représentation technique » à Bucarest dès 1975. En 1996, il la transforme en succursale et prend le contrôle des principales entreprises de semences roumaines. Un réseau de 35 distributeurs est constitué à l'échelle nationale. Un « département de production de semences » (*departamentul de productie de samanta*) est créé en 1998 dans le but de mettre au point et de faire homologuer de nouveaux produits, puis de les diffuser aussi bien en Roumanie qu'à l'exportation. En 2008, Monsanto ouvre dans la commune de Sinesti (à proximité de Bucarest) une Station de production de semences (*Statia de procesare seminte*) étalée sur 15 hectares.
 - L'entreprise allemande BASF a ouvert un bureau de vente en Roumanie en 1968. Un partenariat d'import-export signé en 1971 lui a permis de s'associer à l'entreprise d'État Romchim. Après la chute du régime communiste, une filiale locale est créée. En 2005, elle se dote d'une Division Agro (*Divizia Agro*) et s'oriente prioritairement vers l'agrochimie. Pour mener des recherches adaptées aux conditions locales, une « plate-forme technologique » (*platforma tehnologica*) est ouverte à Slobozia (dans le Sud-Ouest du pays). BASF se concentre sur les produits phytosanitaires. Mais elle noue de nombreux partenariats avec des entreprises semencières qui ne diffusent pas d'herbicides ni de pesticides en Roumanie quant à elles (Syngenta, Euralis semences, Caussade semences, Maïsadour semences, Limagrain, KWS, Saaten Union). Des formules intégrées peuvent ainsi être proposées – notamment une variété de maïs hybride qui résiste à un traitement post-levée et des semences de tournesol tolérantes à l'imazamox¹⁶.
 - La firme américaine Pioneer Hi-Bred est implantée en Roumanie depuis 1979. Un bureau est dans un premier temps ouvert dans le but d'obtenir la diffusion de quelques produits par des fournisseurs autorisés. Dans le prolongement de ce dispositif, la société Pioneer Hi-Bred Seeds Agro SRL est créée à Bucarest en 1993. En 2001, elle se dote d'un Bureau de recherche (*Biroul de Cercetare*) dans le but de mettre au point des semences hybrides de maïs, de tournesol et de soja adaptées aux conditions pédologiques et climatiques locales¹⁷. 1,5 million de dollars sont investis dans des « cultures expérimentales » d'OGM. 15 hectares sont utilisés à cette fin, le long de la route qui mène de Bucarest à Urziceni. En août 2006, la société ouvre dans la commune de Ganeasa (à proximité de Bucarest) « la plus grande unité de production de semences de maïs en Europe », dotée d'un budget de 26 millions de dollars. L'objectif affiché est d'augmenter les rendements moyens de 2,8 à 12 kg par hectare en 15 ans (Lumea Satului, n° 12, 16-30 juin 2008 ; n° 17, 1-15 septembre 2008). 250 chercheurs recrutés en Europe centrale et orientale travaillent à la sélection des semences et à la mise au point de pesticides. Des « paquets technologiques » (*pachete tehnologice*) sont ainsi

proposés qui associent une semence hybride tolérante à un herbicide commercialisé sous la même enseigne ou par un partenaire. Un accord signé avec la filiale locale de la firme allemande Bayer CropScience permet d'élargir la gamme des solutions offertes.

- 24 Les trois entreprises multinationales se tournent vers les salariés des USAMV en leur laissant entendre qu'ils pourront tirer parti de leurs investissements massifs dans des programmes de « Recherche et Développement » structurés à l'échelle internationale. En contrepartie, les universités doivent contribuer à une évolution des structures de l'agriculture roumaine. À partir de 2005, un relais est trouvé dans le programme MAKIS (*Modernization of Agriculture Knowledge and Innovation System*), financé par Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Les crédits débloqués visent à « renforcer la capacité de recherche » en l'alignant sur les « besoins des opérateurs agricoles ». La « performance scientifique » doit servir à « obtenir des fermiers compétitifs sur le marché européen ». Les chercheurs mobilisés ont pour mission de livrer une « assistance technique dédiée à l'élaboration d'une stratégie de restructuration » et de « faire accéder le monde agricole aux informations et aux connaissances »¹⁸. L'USAMV de Bucarest est choisie pour abriter et gérer un Centre de formation et d'information (*Centrul de Pregatire si Informare*). Le programme permet également de renforcer le département de la recherche (*departamentul de cercetare*) au ministère de l'Agriculture : à partir de 2007, il alimente un Schéma compétitif de bourses (*Scheme Competitive de Granturi - SCG*) qui finance à hauteur de 80 % des « projets de recherche agricole ». Le conseil chargé de définir les priorités thématiques est composé pour moitié de représentants des entreprises agrochimiques et pour moitié de hauts fonctionnaires roumains.
- 25 Ces offres de financement ne produisent un effet significatif que dans la mesure où elles sont ajustées aux structures du champ. Les enseignants-chercheurs de l'USAMV y trouvent un moyen de compenser les difficultés imputables à leur position sans renier l'argumentaire qui légitime leurs prétentions : les nouveaux moyens qui leur sont offerts facilitent leur insertion dans des consortiums internationaux et leur permettent de brandir plus haut les signes extérieurs de leur « excellence ».
- 26 Les firmes multinationales peuvent ensuite renforcer leur emprise sur la recherche universitaire par des financements complémentaires. Monsanto consacre une partie de son budget à des recherches sur contrat commandées aux laboratoires des USAMV. Elle offre par ailleurs des débouchés aux jeunes diplômés de l'Université. À partir de 2009, ses représentants locaux organisent des réunions à la fin du premier semestre de l'année universitaire pour recruter les meilleurs étudiants. En contrepartie des avantages ainsi consentis, les universités sont tenues d'apporter une caution scientifique aux projets industriels défendus. Le 26 mai 2011 Monsanto organise une conférence à l'USAMV de Bucarest. La promotion des produits phares de l'entreprise y est assurée par des enseignants-chercheurs et des étudiants face à des journalistes, des responsables d'associations professionnelles, des hauts fonctionnaires et des représentants de l'Institut national de statistiques. Des interventions de plus large portée sont par ailleurs consacrées à l'évolution souhaitée de l'agriculture roumaine. La situation nationale est comparée à celles du Brésil et de l'Argentine.
- 27 BASF suit la même voie, en finançant elle aussi des contrats de recherche et en proposant des emplois aux diplômés de l'Université. En juin 2011, elle lance le programme « Innovations dans l'éducation : la route vers le professionnalisme ». 100 000 euros sont débloqués pour attribuer des bourses à des étudiants qui entendent

se spécialiser dans l'agronomie. Des stages sur la plate-forme technologique de Slobozia sont proposés en complément. La plaquette de présentation inscrit l'initiative dans une perspective plus large : « La Roumanie dispose d'un potentiel agricole gigantesque mais pas encore entièrement exploité. Les terres pourraient être cultivées de façon plus efficace. Dans ce contexte, l'existence d'agronomes professionnels (*agronomi profesioniști*), capables d'implanter les techniques de culture intensive, représente la clé du succès à long terme pour l'agriculture roumaine ». Les anciens élèves des USAMV qui travaillent pour BASF sont présentés en fin de document. En offrant ces opportunités, l'entreprise obtient une légitimation académique de ses pratiques commerciales. Elle enrôle tout d'abord les étudiants qui suivent un Master d'Agronomie en organisant pour eux un concours. Le formulaire expose les modalités : « Nous vous demandons d'écrire un article original sur le thème : comment les produits de BASF peuvent-ils soutenir les efforts livrés par les fermiers roumains pour accroître leurs récoltes et leurs profits ? Comme source d'information, vous pouvez utiliser des articles divers, des entretiens avec des fermiers ou des visites en plein champ ». Le corps enseignant est ensuite mobilisé. Le 8 décembre 2010, BASF organise ainsi à l'USAMV de Bucarest un colloque intitulé : « Nouveautés dans la protection de la vigne contre les maladies et les insectes nuisibles ». Les responsables des grandes entreprises vitivinicoles et les journalistes de la presse spécialisée sont conviés. Des professeurs leur présentent les méthodes de calcul qui permettent d'optimiser l'utilisation des produits phytosanitaires.

- 28 Pioneer Hi-Bred accorde sur le même mode des contrats de recherche aux universitaires qui s'estiment pénalisés par les appels d'offres nationaux. Elle peut aussitôt les associer à un système de distinction mis en place pour valoriser les grandes exploitations orientées vers la monoculture intensive. En janvier 2011, la firme lance le *Club des fermiers (Clubul fermierilor)* sous le slogan « Inscris-toi dans l'élite des fermiers ». L'objectif est à la fois de former « la plus puissante organisation dans le domaine agricole » et d'« aider les fermiers qui exploitent aujourd'hui 200 à 300 ha à travailler 2 000 à 3 000 ha dans 10 ans ». La brochure de présentation s'adresse aux « fermiers de niveau supérieur (*fermieri de top*), qui suivent les évolutions technologiques, utilisent seulement des semences de qualité et investissent réellement dans le développement de l'agriculture ». Trois catégories sont distinguées en fonction de la quantité de semences achetées au cours de l'année : Platine (au moins 500 sacs de semence qui permettent de cultiver 5 000 ha), Or (au moins 250 sacs achetés pour ensemercer 2 500 ha), Argent (au moins 100 sacs et 1 000 ha). Les membres du club bénéficient d'avantages communs : les nouveaux produits leur sont proposés à des prix préférentiels ; des réunions sont programmées à leur attention avec des responsables politiques locaux ou des membres du gouvernement ; des « stages de management » leur sont offerts qui sont encadrés par des universitaires des USAMV. Chacun se voit remettre un mot de passe qui lui permet d'accéder à une plateforme virtuelle et d'obtenir des informations exclusives sur les nouveaux produits et les événements organisés par la firme. Un journal trimestriel est enfin envoyé à tous les membres (*Pioneer Farmer's Club News*). Il comporte des articles rédigés par des enseignants-chercheurs.
- 29 Les démarches entreprises par Monsanto, BASF et Pioneer Hi-Bred sont convergentes. À partir de 2011, les trois firmes coordonnent plus directement leurs efforts en organisant le *Romanian Agribusiness Forum*, au Radisson Blu Hotel de Bucarest. En présence de représentants du ministère de l'Agriculture, des responsables des

principaux syndicats agricoles, des directeurs de banques commerciales et de grands exploitants agricoles, les universitaires de l'USAMV sont chargés d'animer un échange sur le potentiel de développement de l'agriculture roumaine au cours des vingt prochaines années. Les propos reconduisent les diagnostics et les pronostics accoutumés : le potentiel exceptionnel de l'agriculture roumaine est mis en avant et les obstacles posés par la fragmentation de la structure foncière sont déplorés.

- 30 Le travail d'enrôlement est efficace dans la mesure où il tire parti d'un ajustement entre les structures des entreprises multinationales et celles du champ académique : Monsanto, BASF et Pioneer Hi-Bred peuvent offrir aux universitaires roumains les moyens d'inscrire leurs recherches dans une perspective élargie en contournant les appels à projet dont ils contestent l'équité. Dans cette configuration, l'internationalisation des activités scientifiques ne se traduit pas par d'une autonomisation du champ, tout au contraire. Ce scénario peut d'autant moins être observé que les mêmes firmes cherchent aussi à obtenir l'appui institutionnel des chercheurs engagés dans les stations agronomiques.

Des entreprises multinationales à la recherche de points d'appuis institutionnels

- 31 L'ASAS est placée au cœur de dispositifs essentiels à Monsanto, BASF et Pioneer Hi-Bred. Nombre de ses diplômés et de ses anciens membres occupent les principaux postes de responsabilité dans les institutions nationales chargées d'élaborer et de conduire des politiques agricoles. Ingénieur agronome et titulaire d'un doctorat en sciences agricoles, Adrian Radulescu est successivement président du syndicat LAPAR (2001-2010)¹⁹, secrétaire d'État rattaché au ministère de l'Agriculture (2010-2012) et président de la commission à l'Agriculture de la Chambre des députés (2012-...). Valeriu Tabara, président de la section « céréales » de l'ASAS et bénéficiaire de contrats de recherche attribués par Monsanto exerce à deux reprises la fonction de ministre de l'Agriculture (1994-1996 ; 2010-2012) et préside dans l'intervalle la commission à l'Agriculture de la Chambre des députés (2008-2010). Son successeur au ministère de l'Agriculture, Stelian Fuiă (février-avril 2012) a été formé à l'ASAS et a exercé la fonction de responsable des ventes (1996-1999) et de directeur commercial (2002-2005) de Monsanto en Roumanie. Alexandru Lapusan, membre associé de l'Académie depuis 2003, est responsable depuis 2011 de la Commission présidentielle pour les politiques de développement de l'agriculture en Roumanie (*Comisia prezidentiala pentru politici publice de dezvoltarea agriculturii în Romania*).
- 32 Au-delà de ces relais institutionnels, l'ASAS joue un rôle central dans la Commission nationale pour l'homologation des produits de protection des plantes (*Comisia Nationala de Omologarea Produselor de Protectia Plantelor – CNOPP*). L'organisme inclut à parts égales des chercheurs issus de ses rangs et des représentants des ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Santé – chaque collègue disposant d'un droit de veto. Il autorise la mise sur le marché des produits qui ont reçu l'agrément préalable de l'Union européenne, après avoir évalué leur adaptation aux conditions locales. L'homologation est accordée pour trois ans, sur la base d'expertises officielles. Un « rapport d'efficacité biologique » doit être livré par la Commission de coordination des recherches et de l'amélioration des produits de protection des plantes (*Comisia de Coordonare a Cercetarii si Promovarii Produselor de Protectie a Plantelor – CCCPPPP*). Entièrement contrôlée par

l'ASAS, l'instance est chargée de tester l'action du produit considéré sur les variétés cultivées en Roumanie et sa fiabilité dans différents contextes pédoclimatiques. Elle fonde elle-même ses avis sur les expertises produites par les stations de recherche agronomique. Lorsqu'elles cherchent à commercialiser de nouvelles semences, les entreprises agrochimiques se tournent en second lieu vers la Commission d'État pour l'homologation des espèces végétales (*Comisiei de Stat pentru Incercarea si Omologarea Soiurilor* – CSOS), qui réunit des représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Agence nationale de protection de l'environnement (*Agentia Nationala pentru Protectia Mediului* – ANPM). Les décisions sont prises sur la base des avis remis par l'Institut d'État pour l'évaluation et l'enregistrement des espèces végétales (*Institutul de Stat pentru Testarea si Inregistrarea Soiurilor* – ISTIS), organisme géré par l'ASAS et habitué à commander des tests en plein champ à ses unités locales.

- 33 D'un point de vue structural – compte tenu des positions occupées dans le champ scientifique et des luttes qui en découlent –, cette situation présente pour les chercheurs trois avantages : la rétribution des expertises officielles commandées par les entreprises multinationales renfloue un tant soit peu les stations de recherche ; la création d'associations hybrides – qui défendent les intérêts de l'industrie mais se présentent aussi comme des sociétés savantes – permet d'obtenir une tribune et quelques gratifications ; l'accent mis sur la recherche appliquée et sur les réponses pratiques apportées aux besoins de certains agriculteurs prolonge les arguments opposés aux attaques des universitaires.
- 34 Pour obtenir un avis officiel, les entreprises doivent en premier lieu rémunérer les organismes de recherche sollicités. Lorsqu'elles souhaitent accélérer la procédure – qui peut s'étaler sur deux ans –, elles financent des expertises en amont. Les stations de recherche agronomique bénéficient alors d'un « contrat d'évaluation » (*contract de testare*) qui leur assure des sources de revenu²⁰. Soucieux de pérenniser ces financements, les chercheurs de l'ASAS se lient aux firmes agrochimiques et leur offrent des appuis supplémentaires. Indépendamment des procédures d'homologation, leurs prises de parole publiques servent à assurer la promotion de l'industrie agrochimique. Le 11 octobre 2006, une conférence intitulée « Les biotechnologies agricoles en Roumanie : présent et avenir » est programmée dans les locaux de l'Académie roumaine. Les principaux chercheurs de l'ASAS y prennent la défense des OGM. Un an plus tard, l'Ambassade des États-Unis convie les mêmes intervenants à un « Colloque sur les biotechnologies dans l'agriculture ». Les mesures conservatoires de l'UE y sont présentées comme rétrogrades. Le 12 mars 2010, dans les bâtiments de l'ASAS, une conférence est organisée en présence de nombreux journalistes. Sous le titre « Biotechnologies agricoles : nouvelles plantes génétiquement modifiées pour le marché de la Communauté européenne », elle vise à garantir « une information correcte de l'opinion publique ». Un colloque intitulé « Modernisation de l'agriculture » se déroule au même endroit, le 16 mars 2011. Les semences génétiquement modifiées y sont présentées comme un moyen de défendre l'« intérêt économique national ». Le 7 avril suivant, le président de l'ASAS organise une conférence de presse pour indiquer que les OGM ne présentent « aucun risque pour la santé ». Il développe par ailleurs un argumentaire chiffré : la Roumanie importe 500 000 tonnes de soja américain et brésilien chaque année ; le « potentiel de production nationale » s'élève à deux millions de tonnes par an ; l'impossibilité de cultiver du soja OGM grève la balance commerciale d'un million d'euros par an. Pour préparer l'avenir, la station de recherche de Lovrin aide les entreprises agrochimiques à poursuivre leurs avancées sur « la voie du

- développement génétique de l'agriculture ». Sur l'ordre du directeur de l'ASAS, elle leur offre des « polygones d'expérimentation ». Dans ce cadre scientifiquement contrôlé, des parcelles sont consacrées aux OGM et d'autres à des cultures conventionnelles. Chaque agriculteur peut se rendre sur place pour apprécier la différence et prendre part au combat entre « la science et l'ignorance » (Lumea Satului, n° 18, 16-30 septembre 2010).
- 35 L'industrie agrochimique ne tire pas seulement parti des difficultés matérielles que connaissent les stations de recherche. Pour consolider ses soutiens, elle distribue en deuxième lieu aux chercheurs de l'ASAS des gratifications qui compensent un tant soit peu la perte de prestige provoquée par l'effondrement du régime communiste. Trois associations sont créées à cet effet qui combinent les attributs de groupes d'intérêts et de sociétés savantes.
- 36 À partir de 2002, l'Association roumaine des industries de protection des plantes (Asociatia Industriei de Protectia Plantelor din Romania – AIPROM) réunit des représentants des entreprises multinationales et des chercheurs. Elle est chargée de réaliser des enquêtes sur les évolutions du marché roumain, de suivre les réglementations nationales et internationales et de formuler des propositions. Son intégration à l'European Crop Protection Association (ECPA) lui permet de trouver des relais à Bruxelles.
- 37 L'Association roumaine des améliorateurs, producteurs et commerçants de semence et de matériel de plantation (Asociatia Amelioratorilor, Producatorilor si Comerciantilor de Samantasi Material Sador din România – AMSEM) joue un rôle complémentaire. Fondée en 2004 par les firmes qui proposent des programmes intégrés, elle sollicite régulièrement des entretiens avec les membres des commissions à l'Agriculture du Sénat et de la Chambre des députés et réclame l'introduction de textes législatifs qui facilitent le développement des partenariats public-privé pour la production et la commercialisation des semences. Affiliée à l'European Seed Association (ESA) depuis 2010, elle peut étendre son activité de lobbying à Bruxelles. Mais des connexions avec des organismes scientifiques sont également recherchées. Jusqu'en 2010, le siège de l'AMSEM est situé dans les bâtiments mêmes de l'ASAS. L'association est par ailleurs affiliée à l'Union des Académies Européennes de Science Appliquée en Agriculture, Alimentation et Environnement (UEAA). Elle y est représentée par Viorel Vrânceanu, figure éminente de l'ASAS. Plusieurs « départements scientifiques » sont enfin constitués en son sein, sous la responsabilité de chercheurs en agronomie.
- 38 Les firmes multinationales se dotent d'un dernier relais en créant AgroBiotechRom (ABR). Intégrée à l'European Association for Bioindustries (Europa Bio), cette organisation offre une tribune médiatique aux chercheurs. Au cours des conférences qu'elle programme, des représentants de l'ASAS sont invités à diffuser des informations sur les produits de l'agrochimie. Selon l'argumentaire développé, le « militantisme prétendument écologique a une influence commerciale évidente : limiter les technologies réduit les chances des agriculteurs roumains de faire concurrence aux producteurs du Brésil et fait de la Roumanie un pays dépendant des importations » (ABR, Communiqué de presse, 14 février 2011).
- 39 Les associations contrôlées par l'industrie agrochimique s'attachent ainsi à imposer une figure de l'agriculture légitime : elles valorisent les grandes exploitations qui utilisent des « technologies de pointe ». c'est-à-dire des semences commerciales et des produits phytosanitaires. Par extension, les animateurs des stations de recherche agronomique

peuvent afficher leur engagement dans des démarches innovantes, tout en établissant un lien avec leurs travaux passés. Quelques supports de communication permettent de travailler en ce sens. La lettre *Info AMSEM – Seminte si Material Saditor* – est adressée à tous les hauts fonctionnaires et les élus qui sont en charge des politiques agricoles. Elle comporte de grands encarts publicitaires sur les « produits scientifiques d'exception » que proposent Monsanto, BASF et Pioneer Hi-Bred, mais aussi des articles sur ces entreprises ou des entretiens avec leurs responsables locaux. Plusieurs pages sont dans le même temps consacrées au panégyrique d'agronomes roumains qui ont fait carrière sous le régime communiste et qui sont systématiquement présentés comme « savants et patriotes ». La revue bimensuelle *Lumea Satului* (Le monde villageois) reproduit la même combinaison. Fondée en août 2005 par un groupe de « journalistes agrariens » (*ziaristi agrarieni*) issus de l'ASAS, sponsorisée par l'AIPROM et Pioneer Hi-Bred, elle plaide pour une restructuration foncière et une consolidation et des grandes exploitations tournées vers les « méthodes scientifiques ». Des conseils y sont livrés sur l'usage des pesticides et des fongicides. Les nouveaux produits des entreprises multinationales font l'objet de longues présentations. Sous le titre « Hommes notés... 10/10 », un encart permet par ailleurs de retracer le parcours de « managers d'exception » et de « représentants de l'élite agricole roumaine », le plus souvent d'anciens responsables de fermes collectives qui ont investi dans l'agriculture intensive. Le même procédé de construction de l'exemplarité est étendu aux « grands agronomes autochtones » et aux « produits de l'école roumaine des sciences agricoles » : la rubrique « Les hommes qui ont fait l'histoire » dresse un autel aux chercheurs disparus, et la page intitulée « Que devenez-vous, Monsieur... ? » est consacrée à ceux qui viennent de faire valoir leurs droits à la retraite.

- 40 En se liant à l'industrie agrochimique, les chercheurs de l'ASAS n'entendent pas seulement à redorer leur blason et échapper aux accusations d'archaïsme. Sur un mode plus offensif, ils appuient en troisième lieu les critiques qu'ils adressent aux universitaires. En mobilisant de nouveaux moyens et en les inscrivant dans le droit fil des méthodes pédagogiques autrefois utilisées par les stations de recherche agronomique, ils marquent avec une force redoublée leur engagement dans une recherche « utile » et soulignent, réalisations à l'appui, les limites de leurs rivaux : sous leur patronage scientifique, les entreprises multinationales organisent des expositions en plein champ²¹. À partir de septembre 2009, et en appui sur AgroBiotechRom, Pioneer Hi-Bred organise chaque année une Journée des biotechnologies agricoles dans la station de recherche de Lovrin, de façon à assurer la promotion de ses derniers produits. Elle aménage également 400 lopins de démonstration (*loturi demonstrative*) dans toute la Roumanie. Chaque été, dans une grande exploitation jugée exemplaire, Monsanto programme sur le même mode un événement intitulé Farm Progress : pendant quatre jours, ses représentants présentent des produits phares et des nouveautés – dont certaines n'ont pas encore été homologuées. Sous la bannière « AgroConnect – Connecte-toi à l'innovation ! », BASF synchronise également des « événements en plein champ » (*evenimente in camp*) à l'attention des grands exploitants. Dans sept régions et sur une surface totale de 270 hectares, quatre cultures et plusieurs variétés de traitement sont exposées. Le dispositif met en valeur des « résultats comparatifs » : une parcelle traitée est juxtaposée à un « lopin témoin » (*loturi de testare*) cultivé sur un mode traditionnel. L'objectif est de démontrer l'efficacité des techniques proposées et de donner la mesure des « bénéfices élevés » (*profituri ridicate*) qui peuvent en être tirés. Les panneaux explicatifs soulignent les

vertus d'une « recherche pratique » qui permet d'aligner l'agriculture roumaine sur les « standards européens ». En affichant leur dévouement à l'essor de l'économie nationale, les chercheurs mobilisés peuvent durcir les luttes de classement engagées dans le champ scientifique tout en contribuant à l'affirmation de l'industrie agrochimique.

Conclusion

- 41 L'exemple étudié montre que l'emprise des firmes multinationales sur la science et leur capacité à enrôler les chercheurs dans la construction des formes économiques légitimes ne sont pas un produit mécanique des financements offerts. Pour les expliquer, il est nécessaire de caractériser un ajustement des projets industriels à la structure des affrontements académiques internes.
- 42 Les entreprises agrochimiques appréhendent la Roumanie comme un marché porteur. Elles s'attachent à disqualifier la petite propriété parcellaire et à présenter la construction de grandes fermes tournées vers l'agriculture intensive comme une nécessité historique, assimilable à un alignement sur la « normalité européenne ». L'appui des chercheurs roumains permet d'élever le pronostic au rang de vérité scientifique indiscutable. Il impose de détourner les organismes de recherche de travaux qui serviraient à valoriser les petites exploitations. La démarche est efficace dans la mesure où l'agronomie roumaine est le terrain de rapports de force très intenses, qui résultent d'une combinaison entre les trajectoires suivies sous le régime communiste et l'intégration à des réseaux de recherche occidentaux. Le fonctionnement de la discipline donne à voir les deux logiques constitutives d'un champ. On y observe tout d'abord un ensemble structuré de positions : l'ASAS et les stations de recherche agronomique qui lui sont rattachées perdent le statut privilégié dont elles disposaient avant 1990 et connaissent de grandes difficultés matérielles ; fortes de leur conformité aux modèles d'organisation privilégiés dans l'UE, les universités affirment symétriquement leurs ambitions scientifiques mais peinent à obtenir les financements complémentaires qui leur permettraient de s'insérer dans des projets européens. Les prises de position adossées à ces contraintes structurales alimentent ensuite des luttes de classement. Les discours de légitimation et de délégitimation s'entrecroisent : les universitaires font valoir leur capacité d'intégration à des programmes internationaux et se présentent comme des « chercheurs performants » pour mieux dénoncer les « pseudo-chercheurs » qui peuplent selon eux l'organisme concurrent. Les responsables de l'ASAS les qualifient en retour de « carriéristes » et stigmatisent leur faible connexion à l'agriculture nationale pour se poser par contraste en tenant d'une recherche « utile ».
- 43 L'industrie agrochimique tire parti des deux dimensions du champ. Elle donne aux universitaires les moyens de mener des recherches en contournant les appels d'offres nationaux, mais valide aussi leur définition de la « performance » en valorisant leur accès à des réseaux anglophones. Les entreprises multinationales versent par ailleurs de l'argent à l'ASAS pour obtenir une homologation de leurs produits phytosanitaires et de leurs semences. Les chercheurs qui bénéficient de cette manne peuvent eux aussi reconduire le critère de distinction auquel ils sont attachés, en mettant l'accent sur l'ajustement des innovations biotechnologiques aux besoins des agriculteurs. Monsanto, BASF et Pioneer Hi-Bred affirment leur pouvoir orientant le contenu des

travaux universitaires et utilisent les positions institutionnelles des chercheurs. Cette parfaite division du travail épouse les luttes de classement académiques et les entretient dans le même temps. Elle interdit de considérer que l'internationalisation de la recherche renforce la capacité des scientifiques à maîtriser l'orientation de leurs questionnements.

Nous remercions Matthieu Ansaloni, Andy Smith, Ève Fouilleux, Frédéric Goulet, Ronan Le Velly, Christelle Gramaglia et les évaluateurs anonymes sollicités par la revue pour leurs commentaires sur une première version de ce texte. Les propos qui suivent restent de notre seule responsabilité.

BIBLIOGRAPHIE

- Aggeri, F., & Hatchuel, A. (2003). Ordres socio-économiques et polarisation de la recherche dans l'agriculture : pour une critique des rapports sciences/sociétés. *Sociologie du travail*, 45(1), 113-133.
- Albert, M. (2003). Universities and the market economy: The differential impact on knowledge production in sociology and economics. *Higher Education*, 45(2), 147-182.
- Albert, M., & Kleinman, D. L. (2011). Bringing Pierre Bourdieu to Science and Technology Studies. *Minerva*, 49(3), 1-11.
- Balazs, K. (1995). Innovation Potential Embodied in Research Organizations in Central and Eastern Europe. *Social Studies of Science*, 25(4), 655-683.
- Balazs, K., Faulkner, W., & Schimank, U. (1995). Transition of the research system of post-communist Central and Eastern Europe. *Social Studies of Science*, 25(4), 615-632.
- Bonneuil, C., & Thomas, F. (2009). *Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régime de production des savoirs de Mendel aux OGM*. Paris : Éditions Quae.
- Bourdieu, P. (1976). Le champ scientifique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2(2-3), 88-104.
- Bourdieu, P. (1984). *Homo academicus*. Paris : Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (2001). *Science de la science et réflexivité*. Paris : Raisons d'agir.
- Carolan, M. S. (2008). Democratizing Knowledge: Sustainable and Conventional Agricultural Field Days as Divergent Democratic Forms. *Science, Technology & Human Values*, 33(3), 508-528.
- Castonguay, S. (1995). Conservation des ressources et changements scientifiques en agronomie au Québec. *Recherches sociographiques*, 36(3), 479-503.
- Cooper, M. H. (2009). Commercialization of the University and Problem Choice by Academic Biological Scientists. *Science, Technology and Human Values*, 34(5), 629-653.
- Diser, L. (2012). Laboratory versus Farm: The Triumph of Laboratory Science in Belgian Agriculture at the End of the Nineteenth Century. *Agricultural history*, 86(1), 36-51.
- Etzkowitz, H. (2001) Beyond the Endless Frontier. From the Land Grant to the Entrepreneurial University. In S. Wolf & D. Zilberman (Eds.). *Knowledge Generation and Technical Change. Institutional Innovation in Agriculture*. (pp. 3-26). Norwell: Kluwer Academic.

- Fabiani, J.-L. (1986). Savants appliqués : l'agriculture et ses sciences aux États-Unis. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 64, 1986, 84-85.
- Gingras, Y. (2002). Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 141-142, 31-45.
- Harwood, J. (2004). *Technology's Dilemma: Agricultural Colleges between Science and Practice in Germany, 1860-1934*. Bern: Peter Lang.
- Henke, C. R. (2000). Making a Place for Science. The Field Trial. *Social Studies of Science*, 30, 483-512.
- Hera, C. (2007). Institutul de Cercetari Agronomice Al României – Academia de Stiinte Agricole si Silvice. 80 ani de Activitate. In C. Hera (Ed.). *Cercetarea Stiintifica în Sprrijinul Agriculturii. ICAR, ASAS: 1927-2007*. (pp. 92-104). Editura Academiei Române.
- Kim, K. M. (2009). What would a Bourdieuan sociology of scientific truth look like?. *Social Science Information*, 48(1), 57-79.
- Kleinman, D. L. (2003). *Impure Cultures: University Biology and the World of Commerce*. Madison, WI: University of Wisconsin Press.
- Kleinman, D. L., & Vallas, S. P. (2008). Contradiction, convergence and the knowledge economy: the confluence of academic and commercial biotechnology. *Socio-economic Review*, 6(2), 283-311.
- Kostadinka, S. (1995). Radical and defensive strategies in the democratization of the Bulgarian Academy of Sciences. *Social Studies of Science*, 25(4), 755-776.
- Mallard, G., & Paradeise, C. (2008). Global Science and National Sovereignty. À New Terrain for the Historical Sociology of Science. In G. Mallard, C. Paradeise & A. Peerbaye (Eds.). *Global Science and National Sovereignty: Studies in Historical Sociology of Science*. (pp. 1-40). London: Routledge.
- Mirskaya, E. (1998). From East to West. New Patterns of International Relations of Research. In R. Mayntz, U. Schimank & P. Weingart (Eds.). *East European academies in transition*. (pp. 107-123). Dordrecht: Kluwer Academic Publishers.
- Mirowski, Ph. E., & Sent E. M. (2008). The Commercialization of Science and the Response of STS. In E. J. Hackett et al. (Eds.). *Handbook of Science and Technology Studies*. (pp. 635-690). Cambridge, MA: MIT Press.
- Moisseron, J. Y., & Le Chalony, C. (2010). Research Governance in Egypt: Biotechnology as a Case Study. *Science, Technology and Society*, 15(2), 371-397.
- Peteri, G. (2000). On the Legacy of State Socialism in Academia. In M. David-Fox & G. Peteri (Eds.). *Academia in Upheaval. Origins, Transfers and Transformations of Communist Academic Regimes in Russia and East Central Europe*. (pp. 275-300). Westport: Bergin & Garvey.
- Roger, A. (2013). Cultiver les relations. La construction politique de l'agriculture de firme en Roumanie. In A. Bernard de Raymond & F. Goulet, *Les métamorphoses du productivisme agricole. Pour une sociologie des grandes cultures*. Rennes : Presses universitaires de Rennes (à paraître).
- RGA (2011). Recensământul General Agricol 2010 – *Rezultate provizorii*, MADR Secretariat tehnic general.
- Schimank, U. (1995). Transformation of the Research Systems in Central and Eastern Europe. À Coincidence of Opportunities and Troubles. *Social Studies of Science*, 25(4), 633-653.
- Selim, M. (2008). Un institut de recherche scientifique en crise en Ouzbékistan. *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 2(3), 469-486.

- Shinn, T. (2002) Nouvelle production du savoir et triple hélice. Tendances du prêt-à-penser les sciences. *Actes de la recherche en sciences sociales*, (141-142), 21-30.
- Tanaka, K., Juska, A., & Busch, L. (1999). Globalization of Agricultural Production and Agricultural Research: The Case of Rapeseed Subsector. *Sociologia Ruralis*, 39(1), 54-77.
- Tchalakov, I. (2001). Innovating in Bulgaria. Two cases in the life of a laboratory before and after 1989. *Research Policy*, 30(3), 391-402.
- Vanloqueren, G., & Baret, Ph. V. (2009). How agricultural research systems shape a technological regime that develops genetic engineering but locks out agroecological innovations. *Research Policy*, 38, 971-983.

NOTES

1. Par comparaison, 500 000 agriculteurs exploitent 27,1 millions d'ha en France, soit une surface moyenne de 54,2 ha par individu.
2. Le cadre théorique que nous retenons met l'accent sur des contraintes structurales. Il interdit d'appréhender les chercheurs comme de simples « network builders » qui cherchent à développer des « stratégies horizontales » et trouvent un terrain plus ou moins favorable dans les institutions héritées du régime communiste (Tchalakov, 2001, p. 401). Un écart est par ailleurs marqué avec l'analyse selon laquelle l'évolution historique de la recherche agronomique constitue le prototype d'une « triple hélice » qui fait aujourd'hui reposer toutes les activités scientifiques sur des échanges permanents et équilibrés entre l'État, l'industrie et l'Université (Etzkowitz, 2001, p. 24).
3. Les curricula des chercheurs d'emploi ont été collectés sur le site : www.myjob.ro.
4. Revista Hortinform ; Lucrari stiintifice, seria Agronomia ; Buletin ICVV / Anale ICVV ; Bulletin USAMV Horticulture ; Lucrari Stiintifice Facultatea de Agricultura; Lucrari Stiintifice USAMV Iasi, seria Agronomie / seria Horticultura ; Romanian Biotechnological Letters ; Revista Cercetari agronomice în Moldova ; The annals of the Viticulture and Vinification Research and Development Institute of Valea Calugareasca ; Romanian agricultural research ; Research journal of the agricultural science.
5. Revista ferma ; Gazeta fermierului ; Profitul agricol ; Revista Lumea satului ; Agroazi ; ABC agricol ; Gazeta de agricultura ; Rodul Pamantului ; Banii fermierului ; Info AMSEM.
6. L'étude de l'agronomie se prête tout particulièrement à cette démarche. Les orientations vers la recherche fondamentale ou la recherche appliquée apparaissent nettement à la lecture des curricula et à l'examen des supports de publication privilégiés (Harwood, 2004, p. 42). Un raisonnement par « pôles » peut ainsi être préféré à la méthode taxinomique qui amène à isoler des propriétés sans envisager les effets produits par la structure des positions ni caractériser les luttes de classement entretenues par les chercheurs (voir par exemple : Mirskaya, 1998 ; Peteri, 2000 ; Schimank, 2005). Une fois identifiées les « classes de positions et de dispositions », il est possible de se concentrer sur les agents qui occupent une « position structurellement déterminante », en gardant à l'esprit qu'il existe des situations intermédiaires (Bourdieu, 1984, pp. 102, 109 et 139).
7. De façon frappante, le discours aujourd'hui tenu par un agronome de renom reproduit exactement le même argumentaire. « Assurer et maintenir une production agricole supérieure et constante est véritablement un devoir pour nous. Cette production supérieure, nous ne pouvons l'obtenir simplement par la tradition ou les méthodes empiriquement développées jusqu'à maintenant. Notre potentiel ne peut non plus être réalisé par l'application mécanique à notre agriculture des méthodes et des réalisations de la science. Bien sûr les données de la science

générale et les techniques développées dans les autres pays sont à notre disposition. Mais leur valeur pour notre environnement particulier est limitée. Un moteur construit en France peut fonctionner aussi bien chez nous. Mais une variété de blé créée en France et introduite dans nos cultures donnera des résultats médiocres. Il en va ainsi dans tous les secteurs des sciences agricoles » (Teodor Marian, Lumea Satului, n° 8, 16-30 avril 2007).

8. Le principal marqueur de l'excellence est constitué par les rendements à l'hectare. Une émulation entre ingénieurs agronomes est recherchée sur ce plan. Les plus performants sont élevés au rang de « héros du travail socialiste » (eroii muncii socialiste).

9. La dynamique enregistrée en Roumanie est commune à de nombreux laboratoires de l'espace postsoviétique. Monique Selim l'observe notamment dans un centre de recherche ouzbèk qui permet à certains de ses salariés de signer des contrats avec une entreprise occidentale (Selim, 2008).

10. Le doctorat est formellement délivré par l'USAMV. Mais les directeurs de thèse (conducatori doctorat) sont membres de l'ASAS. Notons que les deux institutions sont placées dans une situation de proximité physique : les locaux de l'USAMV de Bucarest jouxtent le siège de l'ASAS, dans un campus situé au nord de Bucarest.

11. Les qualificatifs qui mettent l'accent sur l'archaïsme de l'ASAS et son éloignement des modes d'organisation retenus à l'étranger participent d'une entreprise de disqualification. Ils occultent le fait que l'institution stigmatisée est le prolongement de l'ICAR, lui-même largement inspiré de structures de recherche agricoles encore prédominantes en Allemagne et en France. La même ligne de partage entre une recherche agronomique « dépassée » et des laboratoires qui affichent des signes extérieurs d'« excellence » peut être construite dans des contextes très différents (Moisseron et Le Chalony, 2010).

12. Une différence peut être relevée avec les évolutions enregistrées dans un espace voisin. Au sein de l'Académie des sciences de Bulgarie, deux « sous-communautés » (subcommunities) s'affrontent après 1990 : l'une se tourne vers l'industrie et cherche des partenariats avec l'Université ; l'autre refuse ces évolutions pour se poser en gardienne de la « vraie science » (Kostadinka, 1995, pp. 770-771).

13. Sous le régime communiste, les chercheurs les plus reconnus pouvaient obtenir des responsabilités dans un service du Département agricole d'État (Departamentul Agriculturii de Stat), notamment à la Direction pour l'introduction du progrès technique (Directia pentru Introducerea Progresului Tehnic). A un niveau local, les membres de l'ASAS pouvaient accéder à la présidence d'un Conseil agricole de district (Consiliul agricol raional) – institution remplacée par la Direction départementale de l'Agriculture (Directia agricola a judetului) après la réforme territoriale de 1968.

14. Dans les années 1980, le régime communiste a cherché à la réduire l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides. Des recherches sur la promotion des méthodes biologiques ont été conduites dans la station de Blaj.

15. À partir de 2000, les entreprises multinationales vendent aux très grandes exploitations des semences de soja génétiquement modifiées et les traitements phytosanitaires qui les accompagnent. Cette politique commerciale est adossée à une vaste offensive économique et diplomatique. Le 18 janvier 2005, la Maison-Blanche adresse un télégramme à l'ambassade des États-Unis à Bucarest (le document est rendu public en mars 2011 par le site WikiLeaks). Elle y expose un plan à suivre pour transformer la Roumanie en soutien des OGM. Des séminaires et des conférences sur le sujet doivent être organisés dans tout le pays. La liste des questions à formuler et des arguments à exposer est dressée avec précision. Une attention particulière est portée à la couverture médiatique de ces événements. Lorsque la Roumanie intègre l'UE en 2007, elle doit s'aligner sur des règlements communautaires qui font obstacle à la culture du soja génétiquement modifié. De nouveaux efforts sont déployés en direction des autorités roumaines, dans le but d'obtenir qu'elles plaident à Bruxelles la cause de l'industrie agrochimique. Un agent

de l'ambassade des États-Unis, Mark Talpin, est spécialement chargé du travail de lobbying. En mars 2007, il invite le président du comité directeur de l'International service for the acquisition of agribiotech application, Clive James, à livrer des conférences sur l' « adoption des cultures génétiquement modifiées à l'échelle mondiale ». À son initiative, Richard Lugar, sénateur américain spécialiste du dossier, rencontre en août 2008 les principaux responsables politiques roumains et obtient un entretien avec le ministre de l'Environnement. En avril 2009, Jack Bobo, expert américain en biotechnologies, reçoit la mission de circonvenir les personnalités de rang secondaire dans toutes les institutions roumaines en charge des politiques agricoles.

16. D'autres entreprises multinationales commercialisent des produits phytosanitaires en Roumanie sans les associer à des semences ni proposer de programme intégré, soit qu'elles choisissent de ne pas développer cette démarche localement alors qu'elles la retiennent ailleurs (Dow AgroScience), soit qu'elles n'en sont pas familières (Chemtura, NuFarm, Makhteshim Agan, Cheminova, Arysta Lifesciences).

17. En 1999, Pioneer-Hi Bred est devenue une filiale du groupe américain DuPont.

18. www.makis.ro.

19. Les principaux syndicats agricoles sont contrôlés par des ingénieurs agronomes qui ont fréquenté l'ASAS et conservent des liens étroits avec elle. Le personnel des stations de recherche dispose d'une représentation au sein de la Ligue des associations de producteurs de Roumanie (Liga Asociatiilor Producatorilor Agricoli din Romania – LAPAR). La fédération AGROSTAR prend régulièrement sa défense, demande que de nouveaux moyens lui soient accordés et offre une assistance juridique gratuite à tous les chercheurs qui se mobilisent contre les coupes opérées dans les contrats de recherche. Les deux organisations préconisent un développement des grandes exploitations et militent pour une autorisation des OGM. Elles se mobilisent contre « les adversaires du progrès scientifique dans l'agriculture », dénoncent « les obscurantistes qui s'arrogent le droit de détruire le travail des chercheurs » et déplorent les « attentats contre la sécurité biologique de la Roumanie ». Un coup de force symbolique leur permet de parler au nom des « agriculteurs roumains » et de « solliciter pour tous une coexistence des cultures génétiquement améliorées et des cultures conventionnelles », en expliquant que « le marché fera le tri » (Communiqué de presse du LAPAR, 10 novembre 2009). Les liens observés entre le champ syndical et le champ scientifique font obstacle à une représentation alternative de l'agriculture légitime : aucune organisation professionnelle structurée à l'échelle nationale ne prétendant défendre la cause des petits propriétaires ni les constituer en groupe représentable, les organismes de recherche ne sont pas exposés à des critiques ou à des pressions qui les amèneraient à réorienter ou à diversifier leurs travaux – comme cela a pu être observé sur d'autres terrains (Castonguay, 1995).

20. Les universitaires dénoncent régulièrement le monopole des chercheurs de l'ASAS sur les expertises réalisées dans le cadre d'une procédure d'homologation. Ils y voient un avantage indu qui assure « artificiellement » (indépendamment des réalisations scientifiques obtenues) la survie des stations de recherche.

21. Les essais en plein champ permettent de dépasser l'opposition entre recherche fondamentale et recherche appliquée. Ils reproduisent des protocoles expérimentaux tout en affichant une visée pédagogique (Henke, 2000 ; Diser, 2012). Ce mélange des registres produit de puissants effets de légitimation : en se réclamant de l'universalité de la science, les organisateurs peuvent imposer comme seule et unique forme d'organisation crédible celle qui sert les desseins de quelques firmes (Carolan, 2008).

RÉSUMÉS

L'article vise à éclairer les modalités selon lesquelles des firmes multinationales engagées dans le secteur de l'agrochimie peuvent orienter la recherche académique et obtenir qu'elle contribue à la promotion de l'agriculture intensive. À partir d'une enquête concentrée sur le cas de la Roumanie, un démenti est apporté à l'explication commune qui attribue l'enrôlement des chercheurs à la seule force d'attraction des nouvelles sources de financement. Une lecture alternative est proposée qui met en évidence le caractère structurant des divisions observées dans le champ scientifique. L'agronomie roumaine est le terrain de rapports de force qui résultent d'une combinaison entre les trajectoires suivies sous le régime communiste et l'intégration à réseaux de recherche internationaux. Les chercheurs de l'Académie des sciences agricoles et sylvicoles et ceux des Universités de sciences agricoles et de médecine vétérinaire occupent des positions nettement différenciées. De violentes luttes de classement en résultent. Les entreprises agrochimiques les entretiennent en fournissant aux uns et aux autres les moyens d'affermir leurs arguments. En contrepartie, tous en arrivent à disqualifier la petite propriété parcellaire et à légitimer la construction de grandes fermes tournées vers l'agriculture intensive.

The paper aims to shed some light on how agrochemical multinational companies manage to orient academic research and have it contribute to the promotion of intensive agriculture. The case of Romania is examined based on empirical fieldwork. We refute the main explanation of the commitment of researchers to industry, that they are enrolled only because of the provision of new sources of funding by industry. We highlight the structuring effect of divisions within the scientific field. Romanian agronomy is torn by internal divisions that stem from the combination of trajectories followed under the communist regime and the development of new international academic networks. Researchers from the Academy of agricultural and forestry sciences and those from Universities of agricultural sciences and veterinary medicine hold very different positions. As a consequence, fierce wars of classification break out between them. Agrochemical companies fuel the conflict by giving to both parties the means to bolster their arguments. In return, all Romanian researchers are prone to smear small-scale farming and to legitimize the development of big farms devoted to intensive agriculture.

Este artículo examina la manera de entrar en el sector agroquímico de parte de las empresas multinacionales para orientar la investigación académica y obtener la promoción de la agricultura intensiva. À partir de un trabajo de campo en Rumanía, rechazamos la idea según la cuál los investigadores están atraídos por la posibilidad de obtener nuevos recursos. Una observación atenta muestra que existen divisiones en el campo científico. La agronomía rumana es el campo de relaciones de poder que resultan de una combinación de trayectorias heredadas de la época comunista y de la integración a redes de investigación internacionales. Los investigadores de la Academia de ciencias agrícolas y aquellos de las universidades de ciencias agrícolas y veterinarias ocupan posiciones muy diferentes. De ahí provienen varias luchas de poder y de clasificación. Las empresas agroquímicas las mantienen y las desatan apoyando uno u otro según se necesita. En contraparte, todos descalifican la pequeña producción y legitiman el desarrollo de grandes granjas y empresas de la agricultura intensiva.

INDEX

Mots-clés : agriculture, luttes académiques, recherche appliquée, firmes multinationales, internationalisation

Palabras claves : agricultura, enfrentamientos académicos, investigación aplicada, empresas multinacionales, internacionalización

Keywords : agriculture, academic struggles, applied research, multinational companies, internationalisation

AUTEUR

ANTOINE ROGER

Professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, il est chercheur au Centre Émile Durkheim – Science politique et sociologie comparatives (UMR 5116 – CNRS, IEP de Bordeaux, Université Bordeaux Segalen) et membre de l'Institut universitaire de France. Développées sur plusieurs terrains européens (France ; Roumanie) et placées au croisement de la sociologie politique et de la sociologie des sciences, ses recherches portent sur l'évolution des supports offerts à la construction et à la représentation des groupes sociaux.

Adresse : IEP de Bordeaux, Centre Émile Durkheim, 11 allée Ausone, FR-33607 Pessac Cedex (France).

Courriel : a.roger[at]sciencespobordeaux.fr